

Nos élèves ne sont pas de la chair à canon

Les propos récents du chef d'Etat-major, affirmant qu'il fallait « accepter de perdre ses enfants » constituent un franchissement inacceptable.

Qu'un responsable militaire appelle au sacrifice de la jeunesse révèle une offensive idéologique visant à faire accepter la guerre comme horizon « naturel ». Pour la CGT Éduc'Action 33, c'est clair : nos élèves ne sont ni de la chair à canon, ni de la chair à patron.

"La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent bien, mais ne se massacrent pas." Paul Valéry

Alors que l'École publique manque d'enseignant·es, de personnels d'éducation, de moyens matériels et de formation, le gouvernement choisit de privilégier le réarmement. Le budget des armées dépasse désormais celui de l'Éducation nationale : un symbole lourd de sens. On investit massivement dans la préparation de la guerre, pas dans l'avenir de celles et ceux qui apprennent. Nous découvrons dans la presse que Macron souhaiterait rétablir un « service militaire volontaire ».

Le budget d'austérité prévu par le gouvernement, épargne donc **l'armée et les riches**, en s'attaquant "en même temps" non seulement à la jeunesse et aussi aux travailleur euses, qu'ils soient actif·ves, privé·es d'emploi ou retraité·es.

Pour préparer les travailleur-ses à la guerre, il faut faire la guerre aux travailleur·ses.

Dans ce contexte, les « classes défense » et toutes les scènes prévisibles auxquelles elles ont donné lieu sont les symptômes d'un projet politique assumé. L'intervention récente d'agent·es pénitentiaires dans un lycée, qui a dégénéré dans la violence, en est une illustration glaçante.

C'est pourquoi la CGT Éduc'Action 33 **dénonce fermement** les conventions signées entre les armées, les forces de sécurité et les établissements scolaires, conventions qui ouvrent la porte à la militarisation progressive de l'École, à la normalisation de la présence de l'institution militaire auprès des élèves et à l'instrumentalisation de l'éducation à des fins idéologiques. Partout, les personnels doivent refuser ces conventions et les interventions en classe.





Cette militarisation s'inscrit par ailleurs dans un contexte international marqué par **les logiques impérialistes** et les guerres menées pour des intérêts économiques, territoriaux ou stratégiques : la Russie en Ukraine, l'OTAN et les puissances occidentales, ou encore Israël soutenu par les États-Unis en Palestine.

Le capitalisme et les impérialismes ont besoin des guerres : pour vendre des armes, pour contrôler les peuples, pour redessiner des zones d'influence.

Les travailleur·ses, les civil·es, les jeunes en sont les premières victimes.

Face à cette **offensive guerrière**, la CGT Éduc'Action 33 réaffirme son engagement **antimilitariste**, **internationaliste et anticapitaliste**.

Nous refusons que l'École soit transformée en terrain d'endiguement social, en lieu de recrutement ou de propagande. Nous refusons qu'on habitue les élèves à considérer la guerre comme une fatalité.

Pour nous, l'École doit **être un espace d'émancipation**, de construction de l'esprit critique, de solidarité et de paix.

Nous continuerons à dénoncer **toute tentative de militarisation de l'Éducation nationale**, toute intrusion des armées dans les établissements, toute logique dressant la jeunesse à l'obéissance plutôt qu'à la réflexion.

Les jeunes, les élèves, **n'appartiennent ni aux armées, ni au capital**.

Ils et elles ont droit à **un avenir fait de justice, de paix et d'égalité**, qui ne sera que le fruit de leurs luttes et de celles de tou·tes les travailleur·euses.

Nos revendications:

- Pas d'armée ni de forces de sécurité dans les écoles et établissements
- Abandon des conventions armées/Éducation nationale
- Investissements immédiats dans les postes, la formation et les conditions de travail
- Une École émancipatrice, critique et pacifiste

